

de la Constitution [4 février 1955] (p. 722); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour mars 1955 : *Ses explications de vote* [1^{er} mars 1955] (p. 905); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Ses explications de vote (Cas d'enclavement)* [3 mars 1955] (p. 1046); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale : Mise en valeur des régions sous-développées, modernisation de l'équipement, lutte contre le chômage* [28 mars 1955] (p. 2028, 2029); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 bis : *Publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable* [17 mai 1955]; (p. 2836, 2837); Art. 34 : *Amendement de M. M. Grimaud (Reconstruction des hôpitaux sinistrés, extension du taux de 40 0/0 prévu pour la participation de l'Etat à tous les travaux en cours)* (p. 2850, 2851); de ce projet de loi en troisième lecture, Art 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2880); Art 33 : *Amendements de MM. Huel et Mancey (Taux des redevances des mines au profit des budgets communaux)* (p. 2890). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi de la cinquième lecture de la loi de finances* [18 mai 1955] (p. 2904). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Expansion du Sud-Ouest, Landes de Gascogne, production de fruits et produits de basse-cour; Lacq; lutte contre la poliomyélite* [25 mai 1955] (p. 3000 et suiv.); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Texte gouvernemental* [22 juin 1955] (p. 3233); — du projet de loi relatif aux crédits spéciaux d'exercice clos et d'exercices périmés : *Ses explications de vote* [26 juillet 1955] (p. 4303); — en son nom et au nom de M. Jules Moch, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Décret du 30 juin sur les traitements des fonctionnaires; la Grande-Bretagne et l'inflation; déficit et reconduction du budget de 1955* [27 juillet 1955] (p. 4342, 4343); Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Pleven (Situation résultant du blocage des crédits de l'inscription maritime*

jusqu'à la modification du statut des syndics, gens de mers et de gardes maritimes) (p. 4354); Art. 7 : *Demandes de disjonction de M. P. Meunier (Reconduction du budget de 1955)* (p. 4373, 4374); de ce projet de loi en troisième lecture : *Reconduction avec un plafond de dépenses civiles* [5 août 1955] (p. 4669); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des juges de paix d'Algérie, Art. 7 : *Amendement de M. Paternot (Rétroactivité de la mesure au 16 octobre 1953); applicabilité de l'article 48 du règlement* [5 août 1955] (p. 4653); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art 7 : *Rétroactivité de la loi* [5 août 1955] (p. 4468). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Déroulement des débats* [5 août 1955] (p. 4677, 4679, 4681). — Son rapport sur les élections partielles du département de Constantine [6 octobre 1955] (p. 4825). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux traitements et soldes des personnels de l'Etat : *Non-applicabilité de l'article 1^{er} de la loi de finances à une proposition de résolution* [15 novembre 1955] (p. 5673, 5674). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs [15 novembre 1955] (p. 5674). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un fonds national de vieillesse : *Sa demande de suspension* [16 novembre 1955] (p. 5741); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux budgets de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération pour novembre et décembre 1955 [22 novembre 1955] (p. 5911); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Situation de la fonction publique, cas des maîtres d'éducation physique, des ingénieurs du service technique de l'équipement, des agents de l'assistance publique; taxe sur les réunions sportives* [22 novembre 1955] (p. 5918 et 5919).

DEBOUDT (M. Lucien), Député de la Seine-Inférieure (2^e circonscription), (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : Secrétaire de la Commission de la Défense nationale [29 octobre 1953] (**F. n° 297**); Vice-Président de la Commission de la défense nationale [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); Est nommé membre : de la Commission des

pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la défense nationale [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de la Sécurité sociale [22 août 1951] (F. n° 24).

Dépôts :

Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale, sur la proposition de résolution (n° 3603) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser à l'occasion du centenaire de la Médaille militaire les traitements de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, accordées à titre militaire, n° 5012. — Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 2441) de M. Médecin tendant à nommer, sur leur demande, à l'honorariat du grade supérieur à celui qu'ils détiennent actuellement, certains officiers mis à la retraite depuis le 20 août 1940, n° 5013. — Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 2421) de M. Médecin tendant à permettre aux officiers en non-activité par suppression d'emploi et non rappelés à l'activité, d'obtenir un dégageant définitif et une pension de retraite plus équitable, n° 5014. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 5336) de M. Bignon tendant à compléter la loi du 2 janvier 1932 au profit des grands mutilés en service commandé, titulaires des articles 10 ou 12 de la loi du 31 mars 1919 et de la carte de combattant, n° 6643. — Le 7 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4776) relatif aux droits et aux obligations des officiers de l'armée active en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement

de corps, n° 8281. — Le 2 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 7156) de M. Jean-Paul David tendant à instituer une promotion spéciale, au titre de la guerre 1914-1918, dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, n° 8576. — Le 8 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4776) relatif aux droits et aux obligations des officiers de l'armée active en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, n° 9663. — Le 4 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3232) relatif au reclassement du front N.-E. de la zone des fortifications de la Place de Bône, n° 10290. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 5411) de M. Deshors et plusieurs de ses collègues tendant à nommer chevaliers de la Légion d'honneur les Anciens combattants, médaillés militaires et titulaires de six titres de guerre, n° 11067. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 7529) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à accorder la classification « Catégorie spéciale » créée par la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 au personnel de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, n° 11068. — Le 29 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 10459) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les effectifs budgétaires de la gendarmerie nationale, n° 11391. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 11728) de MM. Pierre Montel et Lucien Deboudt tendant à inviter le Gouvernement à décider que les services accomplis par les réservistes de la gendarmerie pendant la période de leur rappel à l'activité s'ajoutent au temps de services actifs et entrent en compte pour le calcul de leur pension, n° 11962.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour

les dépenses militaires, Art. 3 : *Amélioration de la situation des militaires (Octroi de primes de technicité et problème du logement des cadres)* [29 décembre 1953] (p. 6963, 6964); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (Revalorisation de la condition militaire, amélioration des conditions de logement des cadres; Situation de la gendarmerie et de la garde républicaine, instruction des réserves)* [17 mars 1954] (p. 948); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-44 : *Logement des cadres de l'armée, acquisition de terrain à construire, cas de Dieppe* [19 mars 1954] (p. 1079, 1080); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955, Article premier : *Son amendement (Utilisation de la gendarmerie pour le rétablissement de l'ordre en Afrique du Nord)* [1^{er} avril 1955] (p. 2322); *le retire* (p. 2323); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Ses explications de vote (Convocation des agriculteurs réservoiristes)* [29 juin 1955] (p. 3450, 3454); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, pour 1955 et 1956, SECTION COMMUNE, Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Gendarmes rapatriés d'Indochine)* [23 juillet 1955] (p. 4137, 4138). — S'excuse de son absence [6 septembre 1951] (p. 6959). = Obtient un congé [6 septembre 1951] (p. 6959).

DEFFERRE (M. Gaston), Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer : membre de la Commission de coordination chargée de l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391); et membre suppléant de cette Commission [10 juin 1954] (F. n° 396), [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts :

Le 29 août 1951, une proposition de loi tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, n° 901. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi tendant à interpréter la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 5128. — Le 18 juin 1953, une proposition de loi tendant à autoriser les communes à garantir les emprunts des coopératives de construction, n° 6329. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 20 décembre 1952 portant désignation des écoles nationales de la marine marchande, n° 6371. — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1954, n° 6883. — Le 29 octobre 1953, un rapport, au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 6374) de M. Defferre tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 20 décembre 1952 portant désignation des écoles nationales de la marine marchande, n° 7019. — Le 1^{er} décembre 1953, une proposition de loi portant création d'une tranche urbaine du Fonds d'investissement routier, n° 7347. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 466 du Code d'instruction criminelle relatif à la publicité des ordonnances de contumace, n° 7486. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 7 de l'article 9 de la loi du 12 avril 1941 déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires, n° 7994. — Le 4 mai 1954, une proposition de loi relative aux conditions d'augmentation de la contribution des collectivités locales à la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales, n° 8369. — Le 26 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à définir et organiser la défense des territoires de l'Union française, n° 9189. — Le 3 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 9341) de M. Mazier et plusieurs de ses collègues tendant